



Tchad. Agir enfin pour la paix **« Rupture avec la Françafrique » : assez de paroles, des actes !**

Communiqué, le 4 février 2008

« Notre seule préoccupation, c'est l'évacuation des ressortissants français ». Ainsi s'exprimait samedi dernier le ministre de la Défense Hervé Morin au journal télévisé de *France 2*, interrogé sur l'entrée de troupes rebelles dans la capitale tchadienne. Pas un mot sur les Français d'origine tchadienne « oubliés » dans le plan d'évacuation, ni sur la disparition d'opposants historiques (il est confirmé que le Député Yorongar vient d'être enlevé à son domicile et plusieurs autres opposants auraient été arrêtés) ni sur les risques encourus par la population civile. Cette déclaration ministérielle laisse présager un désintérêt manifeste de la France pour sécuriser (même partiellement) la capitale en profitant de ses 1100 soldats déjà présents dans le pays.

Quel rôle la France entend-elle jouer dans ce nouvel épisode d'une crise tchadienne qu'elle a vu venir depuis des années ?

Dans le même journal télévisé, Bernard Kouchner rappelait que la France soutenait logistiquement et en informations (conformément à l'accord de coopération militaire avec le Tchad) le Président Idriss Déby, « élu » donc représentant de la « légalité » dans le pays. Le Ministre français des Affaires étrangères sait pourtant bien qu'Idriss Déby Itno n'a jamais été élu de façon « légitime ». Arrivé au pouvoir par la force le 1^{er} décembre 1990 après avoir renversé le dictateur Hissen Habré, dont il a été durant huit années le bras droit et Chef d'Etat Major, Déby a organisé plusieurs élections présidentielles qui se sont avérées à chaque fois être des mascarades électorales : en 1996, en 2001 (fermement dénoncées par le Parlement européen) et en 2006, après avoir révisé la constitution à l'issue d'un référendum ubuesque tenu pour la circonstance.

Les multiples exactions du Président Déby sur les populations du Sud, dans un premier temps sous le régime d'Hissen Habré (on estime à 40.000 le nombre de personnes torturées et/ou exécutées en huit années) puis de son propre chef, de 1990 à ce jour, ont vite transformé ce militaire formé à l'Ecole de guerre de Paris en Président clanique, pillant les maigres richesses du pays au profit de son clan Zaghawa/Bideyat et accélérant la paupérisation du pays malgré la nouvelle manne pétrolière censée bénéficier au budget de l'Etat.

En 2006, pourtant, l'occasion a été donnée à la France d'appuyer les Tchadiens dans leur dynamique de réconciliation. Les associations de la société civile ont demandé l'instauration d'un forum national pour la paix et la réconciliation avec l'instauration d'un dialogue inclusif. Au lieu de soutenir cette initiative, la France a opté pour un soutien indéfectible au Président Déby (y compris militairement), pour des intérêts à court terme.

Comme au Rwanda, en Centrafrique, au Togo, au Congo-Brazzaville et en Côte d'Ivoire, la France a contribué, en apportant un soutien sans faille à des régimes criminels, illégitimes, et corrompus, à la mise en place de bombes à retardement. Dans le cas du Tchad, il est encore temps de désamorcer cette bombe en permettant d'assurer rapidement les conditions de mise en place de ce forum national inclusif, avec un mandat international provisoire pour la sécurisation du processus. Les récentes déclarations du Secrétaire d'Etat à la Francophonie et à la Coopération souhaitant « rompre avec la Françafrique » vont dans ce sens. Jean-Marie Bockel a-t-il les moyens d'une telle ambition ? Mais surtout, l'Elysée en a-t-il la volonté ? En attendant, les Tchadiens paient de leur sang une politique qui les a privés de leurs droits.

Contact presse : Olivier THIMONIER olivier.thimonier@survie-france.org Tél. : 01 44 61 03 25